



Influence des controverses publiques récentes sur les réformes de la participation du public et de l'évaluation environnementale de 2016 en France

Patrick DERONZIER

Sous-directeur adjoint / Commissariat général au développement durable (CGDD), Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES)

France

Diplôme d'ingénieur des Ponts des Eaux et des Forêts (Agro-Paris-Tech), Master d'Irrigation (Université de Southampton (UK)), Master d'économie de l'environnement (université de Paris Ouest). Depuis 2014 : A coordonné la commission "Réforme du dialogue environnemental" ayant proposé à la Ministre Ségolène Royal en juin 2015 les axes de la réforme de la participation du public du code de l'environnement; A piloté l'écriture multi-acteurs d'une Charte d'engagement volontaire, publié en octobre 2016 pour développer la culture de la participation du public ; Participe à la formation WWW.FUN-MOOC.FR "Participation du public dans le champ environnemental"; Participe aux travaux du CGDD en matière d'évaluation environnementale.

Résumé

Cette communication a pour objet de présenter le diagnostic dressé par les acteurs des commissions de modernisation du droit de l'environnement en 2015 sur les réussites et les insuffisances de la participation du public et de l'évaluation environnementale en France, dans un contexte de controverse.

Les commissions de modernisation du droit de l'environnement, mandatées par le Gouvernement fin 2014, ont réuni tous les acteurs de l'évaluation environnementale et de la participation du public sur les projets, plans et programmes. Ainsi, les commissions respectivement présidées par MM Vernier, Monédiaire et Richard ont dressé un constat des réussites et des faiblesses de ces processus en 2015. La commission « Richard », en particulier, a en outre procédé à de nombreuses auditions d'experts de toutes disciplines et de représentants d'associations de protection de l'environnement, voire de groupes d'opposants radicaux aux projets, pour comprendre les racines de la controverse des projets, tel qu'elles se manifestent, parfois de façon extrême en France.

La réforme de la participation du public notamment est directement issue d'une prise de conscience nationale suite à une opposition violente au projet du barrage de Sivens fin 2014.